

2019 : Le Conseil de l'Europe a 70 ans

Le travail de jeunesse menacé de coupes budgétaires

Nous, la Deutsche Sportjugend (organisation sportive allemande pour la jeunesse), le Deutscher Bundesjugendring (la fédération allemande des organisations de jeunesse) et l'Office franco-allemand pour la Jeunesse, sommes très préoccupés par les discussions menées actuellement au Conseil de l'Europe sur l'avenir du travail de jeunesse, suite au défaut de paiement de la Russie et en raison de la rigidité des règles budgétaires.

Le 3 mai 2019, le secrétaire général du Conseil de l'Europe, Thorbjørn Jagland, a soumis une proposition de plan d'urgence qui, en raison des difficultés financières, prévoit de supprimer les actions de jeunesse du budget 2020/21 du Conseil de l'Europe et de les externaliser selon une convention distincte. Cette démarche n'est ni pertinente ni pérenne et présente un risque majeur pour l'avenir du travail de jeunesse en Europe. Elle envoie un message peu encourageant aux jeunes, aux organisations et aux travailleurs de jeunesse des pays membres.

L'activité du Service de la jeunesse au Conseil de l'Europe, des Centres européens pour la jeunesse (ouverts en 1972 à Strasbourg et en 1995 à Budapest) et du Fonds Européen pour la Jeunesse (créé dès 1972) font partie intégrante du Conseil de l'Europe. Une externalisation affaiblirait la diffusion des valeurs du Conseil de l'Europe comme les droits de l'homme, la démocratie et l'État de droit auprès des jeunes des pays membres et des pays voisins. Dans de nombreux pays membres, les organisations indépendantes de jeunesse sont soumises à une forte pression politique. Le Conseil de l'Europe est souvent leur seul partenaire pour réaliser des projets éducatifs ou des rencontres et créer un réseau avec d'autres structures européennes. Au cours des derniers mois, des programmes de subvention importants ont déjà été supprimés, concernant par exemple des débats sur l'Histoire et la mémoire de l'Holocauste.

La position du Conseil de l'Europe concernant la participation des jeunes est avant-gardiste : aucune institution politique n'investit autant le sujet. Au Conseil consultatif sur la jeunesse du Conseil de l'Europe des représentants de gouvernements et des jeunes prennent ensemble des décisions relatives aux questions de jeunesse. La participation des jeunes est ainsi activement mise en œuvre – c'est inédit. Pour la jeunesse et ses organisations dans l'espace européen, le Conseil de l'Europe est une source d'inspiration importante et un motif d'espoir.

Pour ses 70 ans, le Conseil de l'Europe est désormais confronté au risque de ne plus pouvoir s'engager pour l'avenir de la démocratie et des droits de l'homme ; ce qui serait un signal désastreux. Le 17 mai 2019, la France prendra la présidence du Conseil de l'Europe, puis ce sera au tour de l'Allemagne en novembre 2020. Renforcées par le traité d'Aix-la-Chapelle, ces deux présidences constituent une chance pour renforcer le Conseil de l'Europe et empêcher la disparition de son Service de la jeunesse.

Nous en appelons à tous les pays membres du Conseil de l'Europe pour s'engager à préserver le Service de la jeunesse – au même titre que les autres services de l'organisation – et plaider impérieusement en faveur d'une augmentation de leurs contributions budgétaires.

Es lebe Europa!



Jan Holze
Président



Lisi Maier
Présidente



Tobias Bütow
Secrétaire général

